

# le globe rouge

## Publication du Parti ouvrier et populaire jurassien

POP • Parti ouvrier et populaire • 9, rue de Fer • CP 2208 • 2800 Delémont • Tél. 079 598 14 38 • info@popjura.ch • www.popjura.ch

**Nous défendons les grandes causes, surtout celles des petits**

### Une seule réponse, résistance !

**Les marchés se lèchent les babines ! Tous les Gouvernements démocratiquement élus prennent les peuples à la gorge. Leur message est limpide : « Ça fait mal ? Alors acceptez votre sort. Ne résistez pas, ne cherchez pas à échapper à l'inévitable. Sinon... je serre encore ! »**

En résumé, ils attendent de leurs concitoyens qu'ils entonnent le refrain de la renonciation qu'eux-mêmes reprennent en cœur depuis des mois avec beaucoup de fausses notes.

Les Merkel, Obama, Sarkozy, Barroso, Draghi et autres larbins de la finance et des agences de notations, trahissent leurs peuples au nom d'une idéologie dont la logique a fini par les dépasser tous ! En d'autres mots, ils ne contrôlent plus rien.

Leurs interventions dans les médias (serviles pour beaucoup d'entre eux également) sont symptomatiques du désarroi dans lequel ils se trouvent :

« les marchés attendent un signal », « les marchés ne peuvent attendre plus longtemps », « nous devons satisfaire aux exigences des marchés » « nous devons garantir un triple A »

Autant de confirmations de la démission du politique devant la toute puissance des marchés et du capitalisme néolibéral.

Une conclusion pourrait venir aux lèvres de la plupart des gens : les dirigeants sont élus par les marchés !

Et bien non, les couillons c'est nous (de moins en moins nombreux à voter et on s'étonne !). C'est bien nous qui élisons ces mollassons sans scrupule et sans morale. En France, François Fillon prend un certain plaisir à annoncer les plans de rigueur sur le dos de ceux qui n'ont plus rien à donner. L'enjeu de ces sacrifices ? Le triple A de l'agence de notation Moody's ! Une belle stratégie du gouvernement Sarkozy pour dévier l'attention du peuple et oublier les

affaires qui gangrènent son clan de mafieux !

En Italie, Berlusconi s'en va. Bon débarras ! Mais qu'est-ce qui va changer réellement ?

Les partis s'accordent tous à dire que la rigueur est la seule voie à suivre. Et quand ils parlent de rigueur, ils ne parlent pas de celle que devraient s'imposer une classe politique corrompue jusqu'à l'os, ou certains dirigeants d'entreprises, rois de l'évasion fiscale. Non, il s'agit de la rigueur que se verront imposer les retraités, les travailleurs, les invalides, les chômeurs, les migrants, etc...



En Grèce, l'annonce d'un référendum par l'ancien premier Ministre Papandreou, a provoqué l'ire du couple Merkel - Sarkozy ! Rendez-vous compte ? Oser consulter le peuple sur toutes les saloperies qu'on lui inflige ? La Grèce a été ruinée par les spéculateurs et les fraudeurs du fisc, et c'est le peuple qui paye la facture ! Mais en silence SVP !

Papademos, nouveau premier ministre emmène avec lui son expérience chez Goldmann Sachs. Une référence, non ? Les Grecs n'ont qu'à bien se tenir !

La situation paraît très complexe. Elle est très simple. Les personnes qui sont derrière les manettes du système économique capitaliste veulent profiter de la crise qu'ils

ont provoquée pour se faire encore plus de pognon et asseoir définitivement leur domination sur les peuples.

La crise mondiale leur permet de désigner le « bouc à misère » comme disait Coluche, le seul responsable de toute cette gabegie : l'Etat, et les politiques onéreuses menées au détriment de l'efficacité des marchés.

Nous savons que tout cela n'est que propagande. Plus personne n'est dupe ! Les peuples n'ont qu'une limite, c'est de trouver les moyens d'action.

Nous sommes à une croisée des chemins.

Nous pouvons choisir la voie de la soumission ou, du point de vue de gauche, du « moins pire » social-démocrate. Le monde du travail en sortira laminé et les acquis sociaux d'un siècle de lutte s'évaporeront en quelques années.

Nous pouvons en choisir une autre, de voie. Celle entreprise par quelques milliers de personnes qui ont repris à leur compte l'appel de Stéphane Hessel : « Indignez-vous ».

**Indignons-nous ! Et après l'indignation, après la dénonciation et la révolte, agissons !**

C'est possible ! Il suffit de le vouloir. Et les élus du peuple (de droite comme de gauche), qui continuent de jouer le jeu des requins de la finance, doivent quitter la scène démocratique et aller trouver de l'engagement dans le privé. Les choses seront claires, ils travailleront directement sous les ordres de leurs patrons actuels : les dictateurs du marché.

Jean-Luc Mélenchon l'a écrit dans un livre récent et nous faisons nôtre cette maxime : « Qu'ils s'en aillent tous ! ». **Cela nous permettra de reconstruire une société où la notion de « bien commun », retrouve la place qui est la sienne. Une place centrale sur laquelle construire les logiques politiques démocratiques, sociales, culturelles et ... économiques ! Au service des peuples et de leurs besoins !**

## Référendum LAMal : NON à « une médecine à deux vitesses »

Le 30 septembre 2011, la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) a été modifiée sous la coupole fédérale en vue d'introduire le « managed care ». Cet anglicisme peut être traduit par « réseaux de soins intégrés ». Sur le principe, le POP n'est pas contre, mais ce mauvais projet conduira à une médecine à deux vitesses : l'une pour les riches, l'autre pour la majorité.

Les changements qui en découlent nous concernent toutes et tous dès le 1er janvier 2012. Ce projet conduit les professionnel-le-s de la santé et les institutions (hôpitaux, EMS, laboratoires, etc.) à se regrouper en réseaux de soins. Mais de nouveau, la logique n'est pas la démocratisation des soins mais la loi du plus riche et du plus fort.

Ce projet doit être soumis au peuple et modifié car :

- il coûtera plus cher aux assuré-e-s et ne conduira à aucune économie,
- le libre choix de son médecin ou de son EMS par exemple n'existera plus,
- il renforce le diktat des caisses maladies qui feront pressions sur la rentabilité des prestations,
- il pousse le système de santé dans une logique néolibérale néfaste pour la population.

Pour lutter contre cette modification de la LAMal qui n'est pas une solution, signez le référendum « **NON à une médecine à deux vitesses** ». Actuellement, le comité référendaire est composé du SSP



(Syndicat des services publics), de l'ASMAC (Association suisse des médecins-assistant-e-s et chef-fes de clinique), de l'ASI (l'Association suisse des Infirmier-ère-s) et de l'AL Zürich (Alternative Liste).

En ajoutant votre signature, il sera peut-être possible de soumettre ce texte au peuple en mars 2012. Plus d'informations sur :

[www.managed-care-non.ch](http://www.managed-care-non.ch)

Jeanne Beuret

## Hausse des primes d'assurance-maladie : déprime (des primes) inévitable?

On dirait une ritournelle, un poncif... En automne, les feuilles tombent et les primes montent. Les jeunes changent de caisse, les moins jeunes hésitent, les subventions cantonales baissent et il n'est pas rare que le coût de l'assurance-maladie pèse mille francs dans le budget d'une famille !

Halte là ! Lors de l'entrée en vigueur de la LaMal, en 1996, on nous avait joué une toute autre partition : la concurrence entre les caisses, disait-on, allait faire baisser les coûts. Les assurés ont bien vite déchanté et, face à l'explosion des primes, ont lancé plusieurs initiatives. La plus connue, la caisse unique, où le POP avait investi ses forces, a été rejetée par

la majorité du peuple et des cantons en 2007. Étrange coïncidence, cette année-là, les primes n'avaient quasiment pas augmenté et les assureurs avaient redoublé de publicité pour présenter la caisse unique comme un monstre bureaucratique...

**Monstre bureaucratique ? Preuve était faite en tout cas que les caisses maladie privées avaient, si ce n'est des arguments en réserve, des réserves pour nous matraquer d'arguments...**

Malgré l'échec en votation populaire, l'idée d'une caisse publique fait son chemin. Une nouvelle initiative qui

prévoit un système d'assurance-maladie analogue à la SUVA a été lancée cette année. Les primes seront fixées par canton. Ainsi, la structure de l'assurance sera simplifiée et les coûts de la santé deviendront transparents, ce qui représente bien le premier pas pour pouvoir freiner ces coûts. Contrairement à ce que prône la LaMal, ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait baisser la fièvre. **Alors, pour rétablir un contrôle démocratique dans le financement du système de santé, signez et faites signer l'initiative pour une caisse publique.**

Paola Stanic

## Attaque contre les retraites ou « L'Arnaque » rejoué par les financiers

C'est le titre d'un film de 1973. Robert Redford et Paul Newman à l'affiche d'une comédie américaine devenue culte, « L'Arnaque ».

Quelle meilleure référence que celle-ci pour décrire l'OPA à échelle mondiale des « marchés » par l'intermédiaire de leurs laquets politiques.

Partout en Europe, les dirigeants des grandes puissances s'appuient sur les turpitudes des marchés pour annoncer des plans de rigueur au détriment des plus démunis.

Cette bande de ramollis du bide, se plient devant les marchés avec une servilité qui pourrait nous inspirer un sentiment de pitié si elle ne présageait pas des lendemains qui déchantent pour des centaines de millions de personnes.

En Suisse, les dernières inventions des serviteurs des marchés touchent en particulier le régime des retraites. En attendant d'autres, car la machine infernale mise en route ne s'arrêtera que si nous lui mettons des bâtons dans les roues !

Deux décisions vont dans le sens des logiques destructrices actuelles : augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes et réduction du taux légal minimum du 2ème pilier à 1,5% !

Pour l'âge de la retraite des femmes, l'argument des nantis est double : l'égalité de traitement et l'augmentation de l'espérance de vie !

L'égalité, quelle vaste blague ! Le politique n'arrive pas à imposer une clause de la constitution en termes d'égalité salariale et prétend introduire une égalité par le bas sur l'âge légal AVS ! En sachant pertinemment que la crise durable que nous vivons, va amener une frange toujours plus importante des travailleuse-s « seniors » à vivre les dernières années de carrière professionnelle au chômage et à l'aide sociale.



Pour la LPP, c'est différent. Et quelque part amusant. Entendre de la bouche de banquiers, assureurs, financiers de tous poils que les marchés ne pourront plus durablement garantir des revenus suffisants pour financer nos retraites est paradoxal et inquiétant.

**Mais non de non ! Si le système capitaliste néolibéral n'arrive pas à dégager 4% de rendement pour assurer les rentes méritées des futurs retraité-e-s, alors passons à autre chose !**

Les mêmes qui, la bouche en cul de poule, déclarent aux travailleurs que des sacrifices sont nécessaires pour qu'ils vivent pauvrement à 65 ans, ont garanti aux actionnaires repus, aux dirigeants d'entreprises gavés, des rendements de 12, 15 ou 18 pourcents pendant des années !

Comment ? Par une spéculation effrénée sur les monnaies nationales, sur les matières premières, sur les denrées alimentaires de base, sur l'immobilier, sur tout ce qui de près ou de loin peut transformer des besoins vitaux pour les populations... en fric !

Le résultat de tout cela ? Chômage massif, famines, paupérisation des peuples de l'hémisphère sud et précarisation de ceux du nord, destruction des régimes de protection sociale érigés après la deuxième guerre mondiale, difficultés majeures dans l'accès aux besoins de première nécessité :

alimentation, éducation, soins, logement, etc...

En ce qui concerne le régime des retraites, la stratégie est simple. Elle est en cours depuis trente ans. Réduire le premier et deuxième pilier pour obliger les travailleurs à s'assurer de manière individuelle et privée auprès des grands groupes multi-nationaux d'assurances !

L'avenir qui se dessine pour les travailleuses et travailleurs, les citoyennes et citoyens; une vie de travail précaire, passant du statut de temporaire à celui de chômeur, avec des passages de plus en plus fréquents par l'aide sociale, pour mettre une pression sur toutes les conditions de travail (heures, vacances et salaires bien sûr).

Une vie d'exploité-e-s et une retraite de misère, en somme !

Nous exagérons ? Regardez de plus près la situation de milliers de personnes depuis la crise de 2008 et regardez ce qui nous attend en regard des promesses sordides de ces escrocs ?

Il n'y a pas trente-six solutions. Soit nous laissons faire et nous assumons les conséquences, soit nous résistons et nous agissons pour faire changer les choses.

**Le POP a choisi.  
Résistons, agissons et changeons !**

POP jurassien

## Question jurassienne :

**Prenons nos libertés !** (d'après un slogan "popiste" inscrit sur les murs de Delémont à la veille de l'élection à l'Assemblée constituante).

Quarante ans après l'éclatement du Jura, les gouvernements jurassien et bernois sont à la table des négociations pour établir les conditions d'un nouveau plébiscite. L'Assemblée interjurassienne a déjà esquissé les deux pistes qui, selon elle, devraient résoudre la question jurassienne. La première option ne concerne pas le Canton du Jura puisqu'il s'agit de la piste intitulée statu quo+ et qui revient à améliorer le paysage institutionnel dans le Jura Sud mais en restant dans le cadre bernois. Passons. La deuxième proposition est celle d'un nouveau Canton à six communes ayant comme capitale la ville de Moutier. Or, en additionnant les problématiques (fusion de communes, nouvelle capitale...) et la question de la réunification, il ne fait pas de doute que le projet à peu de chance d'être soutenu par une majorité de citoyens. Le Gouvernement bernois a pris l'initiative et il essaie d'imposer un calendrier très court en laissant entendre qu'il organisera un vote en 2013, déjà. La question portera sur la pertinence d'organiser un nouveau plébiscite. En somme, il souhaite faire voter les citoyens pour savoir s'ils souhaitent être consultés (comme en 1959). Les Bernois spéculent sur un très large refus et forts de ce succès, ils entendent poser un moratoire sur la question jurassienne pour des décennies. Le Canton de Berne défend sa politique et il ne fait pas mystère de tout faire pour maintenir le Sud sous sa tutelle, peu importe la méthode. Le Canton du Jura privilégie une solution globale, étant entendu que la question jurassienne ne concerne pas

uniquement les citoyens du Jura Sud. Il souhaite que l'ensemble du peuple jurassien puisse être consulté, mais il ne sait pas encore comment, ni sous quelle forme cette consultation pourrait être organisée? Par contre il a d'ores et déjà exprimé sa volonté de permettre aux communes du Sud qui le souhaiteraient de pouvoir rejoindre le canton du Jura. C'est la solution communaliste. Les Bernois n'en veulent pas et c'est un des principaux points de désaccord entre les gouvernements. La réunification réveille des peurs et des émotions extrêmement fortes. En commentant le rapport final de l'AIJ, l'ancien président Sierro estimait que les partis devaient prendre le relais faute de quoi les vieux antagonismes allaient s'imposer avec comme conséquence de nouveaux blocages et un statu quo qui fait la part belle aux partis majoritaires, le PDC dans le Nord et l'UDC dans le Sud. Il est temps de sortir la question jurassienne de sa dimension émotionnelle et de l'amener sur le terrain du projet politique. La réunification du Jura est plus que la réparation d'une erreur historique: c'est une opportunité unique de jeter les bases d'un nouvel Etat. Le POP qui, selon les observateurs, a toujours été un "ami fidèle mais critique du combat jurassien" a son rôle à jouer dans la campagne qui s'annonce car la réunification du Jura n'est pas une fin en soi, mais elle doit permettre de constituer de nouvelles majorités politiques avec comme objectif la création d'un Etat progressiste et socialiste.

*David Sauvain, Belprahon*

## La bourse de la soumission

Aujourd'hui le monde se joue dans un lieu clos où les principes de l'égalité sont absents.

Où la démocratie sert de décoration pour arranger l'iniquité du monde

Aujourd'hui la faim se décide derrière des comptoirs où les peuples n'ont rien à dire la misère est absente de ces lieux mais la souffrance ailleurs est bien présente

Aujourd'hui le chômage empoisonne le monde ouvrier par l'absence de travail la décision du vivre ou ne pas vivre est prise là où les travailleurs sont absents

Aujourd'hui l'épuisement des richesses terrestres se fait grâce aux autoroutes informatiques en fonction dans les places boursières, on ne parle plus jamais de ceux qui produisent les vraies richesses

Aujourd'hui la pollution étouffe le monde parce qu'il faut bien alimenter le lieu fermé de la bourse par des productions humaines

Quand aura-t-on compris que nos frères humains ne font pas partie d'une armée silencieuse qui doit subir sans fin les caprices de la bourse qui joue à la roulette russe avec le peuple des travailleurs

*Thierry Cortat*

## Contact

**POP**  
**Parti ouvrier et populaire**  
9, rue de Fer  
CP 2208

2800 Delémont  
Tél. 079 598 14 38  
e-mail: [info@popjura.ch](mailto:info@popjura.ch)

Pour vos dons : CCP 25-10588-6

[www.popjura.ch](http://www.popjura.ch)

Pour suivre de près l'actualité du POP

Ont collaboré à la publication de ce Globule rouge :

- Jeanne Beuret
- Paola Stanic
- Pierluigi Fedele
- David Sauvain
- Thierry Cortat
- Rémy Meury
- Jean-Pierre Kohler
- Nathalie Muehlestein

Distribué par les militants